

(1)

(N° 282.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1920.

Proposition de loi

modifiant la loi du 1^{er} juin 1919 sur la dotation au profit
des combattants de la guerre 1914-1918.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Lorsque la Chambre délibéra sur le projet qui devint la loi du 1^{er} juin 1919, il fut entendu qu'on ne la tenait pas pour complète, qu'elle ne contenait que des allocations provisionnelles, et que dès que l'état des finances nationales et de la restauration du pays permettraient d'envisager la possibilité de nouveaux sacrifices, le Parlement serait invité à voter des dispositions nouvelles et définitives.

Cette volonté fut exprimée par M. Pirmez rapporteur du projet : « que les » combattants sachent que si grâce à notre travail un jour la situation devenait » prospère pour nous, nous ne les oublierions pas... »

Le Ministre de la Guerre déclara à son tour :

« Le projet est fait en raison des possibilités présentes... Je ne doute pas que » quand la grande tâche de la reconstitution nationale sera achevée, nos succes- » seurs, les membres d'une législature prochaine reconnaîtront que la Dette dont » nous nous acquittons aujourd'hui n'est que partiellement payée... Aussi faut-il » dire qu'aujourd'hui nous ne payons qu'un acompte et que nous ne serons » heureux que le jour pas trop éloigné, espérons le, où le pays pourra s'acquitter » intégralement. »

La Chambre adhéra à ce langage ; la même opinion se manifesta au Sénat. Un an s'est écoulé depuis. Peut-on considérer comme accomplis les événements auxquels ces promesses étaient subordonnées ? Assurément non, mais on ne peut nier que leur réalisation est en bonne voie. L'activité de la population, le développement de la production industrielle, l'augmentation constante et considérable de nos exportations, le rendement croissant des impôts, lequel atteste, sur les prévisions, une plus valeur qui ne fut jamais atteinte, dépassent les espérances les plus optimistes, et le premier Ministre en mettant sous les yeux de la Chambre au cours de

la séance du 28 avril le tableau des résultats des premiers mois du présent exercice, a exprimé la confiance que l'avenir doit nous inspirer.

Sans doute il faut mettre en regard de ces avantages de graves sujets d'inquiétude et d'incertitude : un change très élevé et fort instable, la hausse incessante des prix, l'avitaillement de la monnaie fiduciaire... Mais précisément le mal qu'ils engendrent se fait sentir surtout à ceux qui ont eu à porter le fardeau de la guerre, qui sont restés sous les armes longtemps encore après l'armistice, tandis que la plupart de nos concitoyens ont pu se remettre à l'œuvre immédiatement, recueillir des profits et des salaires élevés. Les combattants en rentrant chez eux se sont trouvés momentanément dans des conditions d'infériorité et il se conçoit qu'ils éprouvent de l'impatience et du mécontentement de n'en être point dédommagé.

Il faut ajouter à cela que l'évolution économique a modifié toutes les positions ; que tous les traitements, tous les salaires ont été relevés ; que l'on propose d'augmenter les pensions d'avant guerre ; que partout, dans tous les domaines, les charges de l'État se sont alourdies et qu'il serait choquant qu'on opposât les difficultés financières, pour les libérateurs du territoire exclusivement.

C'est en février 1919 que fut déposé le projet sur les dotations aux combattants. Quels changements depuis, et combien apparaissent médiocres les dotations qui furent constituées alors !

Notre proposition a pour objet de les mettre en rapport avec les conditions économiques qui ont, depuis un an surtout, bouleversé nos habitudes et déjoué nos prévisions.

Nous ne présentons pas une œuvre nouvelle : en rattachant notre proposition à la législation qui est en vigueur nous évitons les complications qu'engendreraient deux conceptions et deux systèmes divergents et nous réduisons les difficultés et les lenteurs d'exécution.

On peut tenir pour satisfaisantes d'ailleurs, dans leur essence, les dispositions de la loi du 1^{er} juin. Elles n'ont pas fait l'objet de critiques sérieuses sinon pour leur insuffisance. Elles répondent à un double besoin : elles soulagent la gêne et les misères du temps présent, par la dotation de famille : nous portons celle-ci à 75 francs par mois de présence au front, et à 50 francs pour les autres, avec une majoration de 10 pour cent par enfant. Pour déterminer le front, nous nous sommes inspirés de la loi du 25 août 1919 sur les chevrons ; elle est conçue très largement, elle a donné au mot front toutes les extensions qu'il est légitime de demander.

La loi du 1^{er} juin assure l'avenir du militaire chevronné par la constitution d'une rente, qui s'élève, pour ceux qui ont fait toute la campagne à 450 francs. Nous proposons de la porter au double ; il est certain que la rente votée en 1919 n'a plus la valeur monétaire qu'on lui attribuait alors : sans doute celle-ci se relèvera et on peut envisager comme probable que si dans une quinzaine d'années, quand les rentes de militaires des plus vieilles classes commenceront à échoir, l'étalon monétaire n'est pas remonté au niveau d'avant-guerre, il s'en rapprochera sensiblement. Une rente de 900 francs sera une ressource appréciable. On a élevé des critiques contre ce mode de récompense, mais nous savons que les bénéficiaires s'en déclarent satisfaits. La prévoyance la plus élémentaire la justifie pleinement.

Quelle que soit l'apparence de leur santé, les hommes qui ont eu à subir les

émotions, les fatigues et les périls de 3 ou 4 années de lutte et d'effort comme on n'en accomplit jamais, sont exposés à un affaiblissement ou à une déchéance prématurés.

Cette rente a été réservée aux chevronnés, comme le maximum de la dotation.

On a opposé le principe d'égalité absolue à ce système, et on a demandé les mêmes récompenses pour tous les militaires quel que soit le rôle qu'ils aient joué : Est-ce juste ? La récompense ne doit-elle pas être proportionnée à la peine et à la valeur militaire ? La gratitude de la Nation ne se porte-t-elle pas avant tout sur ceux qu'on désigne justement sous le nom de héros de la guerre, qui en portent les insignes et souvent les ravages ?

Depuis la promulgation de la loi de 1919, le Gouvernement a prescrit une enquête pour vérifier la position des combattants, pour connaître ceux qui avaient particulièrement souffert de la guerre et dont la détresse réclame un soulagement exceptionnel et immédiat. Il ne pourra pas être tenu compte de cette contribution à la restauration du foyer des militaires les plus malheureux : c'est la réparation d'un dommage que la loi sur les dommages de guerre n'a pas explicitement prévu, et point une récompense.

Par contre il en est qui à leur retour ont non seulement retrouvé leur foyer intact, mais reçu l'intégralité des traitements et salaires affectés à l'emploi qu'ils avaient dû quitter pour se mettre sous les armes. Ce sont les agents et fonctionnaires de l'État, et de la plupart des administrations publiques. Ceux-là ne peuvent prétendre légitimement à une nouvelle récompense.

Enfin, il y a une 3^e catégorie à considérer : ceux qui ont travaillé dans les usines de guerre, ou autres. Ce fut le cas en ce qui concerne l'embauchage dans l'industrie privée de certains internés. Ils ont généralement été mieux rémunérés que les combattants. Il convient d'immuniser une partie de leur salaire, qui leur procurait de quoi vivre, mais le surplus doit en toute équité être imputé sur les dotations qui leur reviennent.

Telles sont les dispositions principales de la proposition. Elle ne serait qu'une vaine démonstration si nous n'indiquions pas les moyens de faire face aux charges qu'elle va ajouter à toutes celles qui grèvent le budget de l'État.

La solution peut être différée pour la rente des chevrons, étant donné que les rentes échues ou à échoir dans un temps prochain sont exceptionnelles, et que le service ne représentera une dépense appréciable que dans quinze ou vingt ans.

Pour la dotation il faudra réunir un capital important dans un délai prochain. A combien faut-il l'évaluer ? Il est difficile de le dire avec précision, avant que le recensement soit fait, vu les classifications à établir et les imputations à faire. Nous ne croyons pas courir grand risque de nous tromper en l'estimant à un milliard. Nous proposons de recourir à l'Emprunt pour le constituer, de faire une émission spéciale l'*emprunt du combattant* au taux de 5 p. c. et au pair, nous sommes persuadés qu'il sera promptement couvert. Nous proposons aussi un impôt spécial pour faire le service des intérêts et l'amortissement de cet emprunt, il faut que cet impôt soit à charge de la généralité des contribuables, tous les Belges s'honoreront de participer à la Récompense de leurs libérateurs. Pour atteindre ce but, il n'y a qu'un moyen : mettre des additionnels à l'Impôt sur le Revenu. Nous en proposons 10

pour l'impôt foncier et la taxe mobilière et 5 pour les Revenus professionnels. Le rendement escompté de cet impôt nous donne la certitude que cette taxe spéciale couvrira et par delà les dépenses qu'occasionnera la réalisation de la proposition.

F. MASSON.

PROPOSITION DE LOI

modifiant et complétant la loi du 1^{er} juin 1919 qui alloue une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918.

(Voir la loi sur la dotation du 1^{er} juin 1919 — *Moniteur* du 22 juin); Voir la loi sur les chevrons du 25 août 1919 — *Moniteur* du 31 août).

TITRE I.**Dotation de famille.****ARTICLE PREMIER.**

La dotation instituée par la loi du 1^{er} juin 1919 au profit des militaires de rang subalterne qui étaient sous les armes à une date antérieure au 11 novembre 1918 est complétée par les dispositions suivantes :

I. — Il sera accordé une allocation de 75 francs par mois de service :

a) aux militaires faisant partie de l'armée de campagne, présents à une unité de celle-ci dans la zone des cantonnements des divisions ;

b) aux militaires appartenant à un service ou à un organisme ne dépendant pas de l'armée de campagne, mais installés en permanence en Belgique non envahie ou reconquise ;

c) aux militaires appartenant au personnel naviguant du dépôt des équipages ;

d) aux militaires participant à la défense et à la surveillance de la côte jusque et y compris la ville de Calais ;

VOORSTEL VAN WET

tot wijziging en aanvulling der wet van 1 Juni 1919, waarbij eene dotatie wordt verleend aan de strijders van den oorlog 1914-1918.

(Zie de wet op de dotatie, d. d. 1 Juni 1919. [*Staatsblad* van 22 Juni 1919]; de wet op de chevrons, d. d. 25 Augustus 1919. [*Staatsblad* van 31 Augustus 1919].)

EERSTE TITEL.**Familiedotatie.****EERSTE ARTIKEL.**

Op de dotatie, door de wet van 1 Juni 1919 ingesteld ten voordeele van de militairen van lageren rang, die in het leger dienden vóór 11 November 1918, zijn de volgende aanvullende bepalingen van toepassing :

I. — Voor elke maand dienst wordt eene tegemoetkoming van 75 frank verleend :

a) aan de tot het veldleger behorende militairen, aanwezig bij een zijner eenheden in het gebied van de kantonnementen der afdeelingen ;

b) aan de militairen behorende tot een dienst of eene inrichting, welke niet van het veldleger afhangen, doch in niet bezet of heroverd België bestendig werkzaam zijn ;

c) aan de militairen behorende tot het varensperoneel van het bemanningsdepot ;

d) aan de militairen, die de verdediging en de bewaking der kust tot en met de stad Kales helpen verzekeren

e) aux militaires participant à la défense aérienne de la région située à l'arrière du front jusqu'et y compris la ville de Calais;

f) aux militaires appartenant aux corps de service cantonnés de façon permanente à Dunkerque à partir du 1^{er} février 1917, et à Calais à partir du 1^{er} août 1917;

g) au personnel de la gendarmerie prévotale de la zone de la ligne d'étape jusqu'et y compris Calais à l'exception du dépôt du corps.

II. — L'allocation sera de 50 francs par mois de service ou d'internement s'ils ont été faits prisonniers, pour les autres militaires.

La même allocation sera accordée aux militaires compris dans l'une des catégories du paragraphe I pour tout le temps passé en dehors des positions qui y sont indiquées.

III. — Tous les militaires bénéficieront pour la supputation du temps de service, avec les avantages respectifs attachés à la catégorie dont ils font partie :

a) de la durée des congés de faveur normaux;

b) de la durée de séjour à l'hôpital pour blessures ou maladies contractées en service;

c) de la durée de la convalescence;

d) de la durée du congé donné pour inaptitude au service, s'il est établi qu'elle est le résultat de blessures ou de maladie contractées en service, depuis le jour du congé jusqu'à la signature de la paix.

e) aan de militairen, die de luchtverdediging helpen verzekeren van de streek achteraan het front tot en met de stad Kales;

f) aan de militairen behoorende tot de dienstkorpsen, bestendig gekantonneerd te Duinkerke vanaf 1 Februari 1917 en te Kales vanaf 1 Augustus 1917;

g) aan het personeel der prevotale gendarmerie van het etappen-gebied tot en met Kales, uitgezonderd het korpsdepot.

II. — Voor de overige militairen bedraagt de tegemoetkoming 50 frank voor elke maand dienst of internering, indien zij werden gevangen genomen.

Dezelfde tegemoetkoming wordt verleend aan de militairen, behorende tot een der reeksen vermeld in paragraaf I, voor gansch den tijd dien zij buiten de aldaar aangeduide stellingen hebben doorgebracht.

III. — Ter berekening van den dienstitijd wordt voor al de militairen, met de onderscheidenlijke voordeelen verbonden aan de reeks waartoe zij behooren, in aanmerking genomen :

a) de duur van de normale gunstverloven;

b) de duur van het verblijf in het hospitaal wegens verwondingen of ziekten, in den dienst opgedaan;

c) de duur van de herstelling;

d) de duur van het verlof verleend wegens ongeschiktheid voor den dienst, zoo het is bewezen dat deze het gevolg is van verwondingen of van ziekten in den dienst opgedaan, vanaf den dag van het verlof tot de onderteekening van het vredesverdrag.

IV. — Les militaires de la catégorie I qui auront été attachés à un service de l'arrière conserveront l'allocation mensuelle de 100 francs, pour tout le temps passé à l'arrière, s'il est établi qu'ils y ont été appelés d'office, à raison de leurs connaissances et aptitudes.

V. — Seront déduits des allocations prévues aux dispositions qui précèdent :

a) les traitements, rémunérations ou indemnités quelconques alloués après la guerre et pour tout ou partie de sa durée par les administrations publiques, ou par les sociétés constituées avec le concours de l'Etat, des provinces ou communes aux militaires qui étaient à leur service au moment de la déclaration de la guerre.

b) les traitements et les salaires touchés pendant la guerre, par les militaires ou les internés en rémunération d'un travail fourni dans les usines de guerre ou autres.

Toutefois, il ne sera tenu compte pour la déduction, que des sommes excédant 3 francs par jour pour les célibataires et 5 francs pour les hommes mariés.

VI. — Le droit à la dotation est acquis pour la totalité du mois dès qu'il est commencé.

VII. — Les enfants des militaires morts sur le champ de bataille ou des suites de blessures ou de maladies contractées au service, auront droit à la totalité de la dotation accordée aux militaires de la catégorie I qui ont fait toute la guerre.

IV. — De militairen behorende tot de reeks I, die werkzaam waren in een dienst achter het front, behouden de maandelijksche tegemoetkoming van 100 frank voor gansch den tijd dien zij achter het front hebben doorgebracht, indien het bewezen is dat zij er ambtshalve werden gezonden uit hoofde van hunne kennis en geschiktheid.

V. — Van de tegemoetkomingen, voorzien bij de vorige bepalingen, worden afgetrokken :

a) de wedden, vergeldingen of alle andere vergoedingen, welke, na den oorlog en voor gansch zijnen duur of voor een gedeelte daarvan, door de openbare besturen of door de maatschappijen, opgericht met de medehulp van Staat, provinciën of gemeenten, werden verleend aan de militairen die bij de oorlogsverklaring in hun dienst waren;

b) de wedden en loonen, welke tijdens den oorlog werden opgetrokken door de militairen of de geïnterneerden ter vergelding van een arbeid, in de oorlogswerkhuizen of andere geleverd.

Kunnen echter alleen afgetrokken worden de sommen boven 3 frank per dag voor de ongehuwden en boven 5 frank voor de gehuwde manschappen.

VI. — De dotatie is verschuldigd voor de volle maand, zoodra deze is aangevangen.

VII. — De kinderen van de militairen, die op het slagveld zijn gesneuveld of aan de gevolgen van in den dienst opgedane verwondingen of ziekten zijn gestorven, hebben aanspraak op de volle dotatie welke verleend wordt aan de militairen

A défaut d'enfants, la dotation sera dévolue à la veuve pour moitié et aux ascendants les plus proches pour l'autre moitié; elle sera partagée par moitié entre les lignes paternelle et maternelle, la part des ascendants accroîtra à la veuve s'ils font défaut et vice-versa.

VIII. — Chacun des enfants légitimes, nés ou à naître des militaires auxquels la présente loi est applicable, à l'exclusion de ceux âgés de 18 ans accomplis, à la date du 11 novembre 1918, recevra une allocation de :

a) 10 francs par mois de service si le père est compris dans l'une des catégories prévues au 1°;

b) 5 francs s'il est dans la catégorie II.

Ces sommes seront inscrites au livret de caisse d'épargne de l'enfant.

IX. — Les allocations diverses prévues aux dispositions qui précèdent seront liquidées par moitié sur les deux exercices qui suivront la promulgation de la présente loi.

X. — Seront privés de la dotation, les militaires auxquels s'appliquent les causes de déchéance des chevrons prévues par l'article 5 de la loi du 23 août 1919.

Cette privation entraîne celle des avantages accordés aux enfants.

der reeks I, die geheel den oorlog hebben medegemaakt.

Bij ontstentenis van kinderen, wordt de dotatie toegewezen voor eene helft aan de weduwe en voor eene helft aan de naaste bloedverwanten in de opgaande linie; zij wordt bij helften verdeeld tusschen de vaderlijke en de moederlijke linie, en het aandeel der bloedverwanten in de opgaande linie komt aan de weduwe ten goede, bijaldien er geene zijn, en omgekeerd.

VIII. — Elk der geboren of ongeboren wettige kinderen van militairen, waarop deze wet toepasselijk is, met uitsluiting van die welke volle 18 jaar oud zijn op den dag van 11 November 1918, ontvangt eene tegemoetkoming van :

a) 10 frank per maand dienst, zoo de vader tot een der bij n° 1° voorziene reeksen behoort ;

b) 5 frank, zoo hij tot de reeks II behoort.

Deze sommen worden in het spaarboekje van het kind opgenomen.

IX. — De onderscheidene tegemoetkomingen, bij de vorige bepalingen voorzien, worden bij helften uitgekeerd over de twee dienstjaren, welke op de afkondiging dezer wet volgen.

X. — De militairen, voor wie gelden de redenen van verlies der chevrons, voorzien bij artikel 5 der wet van 23 Augustus 1919, hebben geen aanspraak op de dotatie.

Uit hoofde van deze ontzegging vervallen ook de voordeelen aan de kinderen toegekend.

TITRE II.**De la rente des chevrons.****ART. 2.**

La rente prévue par l'article 9 de la loi du 1^{er} juin 1919 est portée au double.

TITRE III.**Voies et moyens.****ART. 3.**

Il sera perçu dix centimes additionnels à la contribution foncière et à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, et cinq centimes à la taxe professionnelle.

Le produit de cette perception sera affecté au service des intérêts et amortissements d'un emprunt de un milliard dont l'import servira au paiement des allocations prévues au titre I de la présente loi.

TITRE IV.**Dispositions générales.****ART. 4.**

Toutes les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1919 non contraires à la présente loi lui seront applicables.

TITEL II.**Chevronsrente.****ART. 2.**

De rente voorzien bij artikel 9 der wet van 1 Juni 1919 wordt op het dubbele gebracht.

TITEL III.**Middelen.****ART. 3.**

Er worden tien opcentiemen geheven van de grondbelasting en van de belasting op het inkomen van roerend kapitaal, en vijf opcentiemen van de bedrijfsbelasting.

De opbrengst van deze heffing wordt besteed aan de betaling der interesten en aan de aflossingen eenr leening van één milliard, waarvan het bedrag zal dienen tot uitkeering der tegemoetkomingen voorzien in Titel I van deze wet.

TITEL IV.**Algemeene bepalingen.****ART. 4.**

Al de met deze wet niet strijdige bepalingen der wet van 1 Juni 1919 zijn daarop van toepassing.

F. MASSON.

Maurice CRICK.

Albert DEVÈZE.

G. HUBIN.

Maurice PIRMEZ.



(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1920.

Wetsvoorstel

tot wijziging der wet van 1 Juni 1919 betreffende de dotatie
ten voordeele der strijders van den oorlog 1914-1918.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Toen de Kamer het ontwerp, dat de wet van 1 Juni 1919 is geworden, behandelde, werd er duidelijk gezegd dat die wet niet volledig was, dat zij enkel strekte tot het verleenen van tegemoetkomingen bij voorraad en dat, zoodra 's Rijks financiën en 's Lands herstel de mogelijkheid van nieuwe offers zouden toelaten, het Parlement zou aangezocht worden eene nieuwe en vaste regeling aan te nemen.

Dit lag duidelijk in de woorden van den heer Pirmez, verslaggever over het ontwerp, waar hij zei : « dat onze oudstrijders wel weten dat, zoo eens de » toestand wat rooskleuriger voor ons wordt dank zij onzen arbeid, wij hen niet » zouden vergeten... »

Op zijne beurt verklaarde de Minister van Oorlog :

« Het ontwerp is opgemaakt volgens de tegenwoordige toestand het toelaat...
» Het lijdt voor mij geen twijfel dat, eens de zware taak van 's Lands herstel tot
» een goed einde gebracht, onze opvolgers, de leden der volgende Kamer zullen
» erkennen dat de rekening, welke wij thans vereffen, slechts gedeeltelijk is
» betaald... Wij moeten dus verklaren dat wij diinaal slechts eene afkorting
» betalen en dat wij slechts tevreden zullen zijn op den dag, die niet te ver
» meer af is, hopen wij, waarop het Land zijne geheele schuld zal kunnen
» betalen. »

Deze woorden vonden instemming bij de Kamerleden. De Senaat bleek evenzoo te denken. Sedertdien is een jaar verlopen. Mogen wij zeggen, dat de gebeurtenissen, waarvan deze beloften afhingen, thans achter den rug zijn?

Voorzeker neen, maar men kan niet loochenen dat zij op weg zijn zich te voltrekken. De werkzaamheid van de bevolking, de uitbreiding van de nijverheidsproductie, de gestadige en aanzienlijke vermeerdering van onzen uitvoer,

de stijgende opbrengst der belastingen welke de ramingen der begrooting overschrijdt met eene som die nooit werd bereikt, overtreffen de verwachtingen van de ergste optimisten, en de Eerste Minister, toen hij de Kamerleden ter vergadering van 28 April jl. de tabel der uitslagen van de eerste maanden van het loopend jaar onder de oogen bracht, heeft uiting gegeven aan het vertrouwen dat wij in de toekomst mogen stellen.

Tegenover deze voordeelen bestaan er voorzeker zeer ernstige redenen tot ongerustheid en onzekerheid : een zeer hooge en zeer onvaste wisselkoers, de voortdurende prijsstijging, de daling van het papieren geld... Doch het kwaad, dat er uit voortspruit, drukt vooral op degenen die den last van den oorlog hadden te dragen, die onder de wapens zijn gebleven lang nog na den wapenstilstand, terwijl meest al onze landgenooten dadelijk de hand opnieuw aan 't werk konden slaan en hooge winsten en loonen opstrijken. Toen de oudstrijders terug thuis kwamen, bevonden zij zich tijdelijk in een veel minder gunstigen toestand, en het is te verstaan dat zij ongeduldig zijn en ontevreden, omdat zij daarvoor nog geene vergoeding trokken.

Men voege daarbij dat de economische evolutie alle betrekkingen gewijzigd heeft, dat alle jaarwedden, alle loonen werden verhoogd, dat men voorstelt de pensioenen van vóór den oorlog te verhoogen, dat overal, op elk gebied, de lasten van den Staat verzwaaard zijn, en dat het tegen de borst zou stooten, zoo men alleen tegen de verlossers van het Vaderland de financieele moeilijkheden aanvoerde.

In Februari 1919 werd het ontwerp betreffende de dotatie der oudstrijders ingediend. Wat is er sindsdien niet veranderd, en hoe onaanzienlijk schijnen de dotaties die alsdan werden bepaald !

Ons voorstel heeft ten doel, deze in overeenstemming te brengen met de economische omstandigheden welke, vooral het laatste jaar, onze gewoonten hebben geschokt en onze vooruitzichten bedrogen.

Wij komen niet met een nieuw werk voor den dag. Door ons voorstel in verband te brengen met de bestaande wet, vermijden wij de verwickelingen, welke twee opvattingen en twee verschillende stelsels zouden medebrengen, en wij verminderen de moeilijkheden en de traagheid der uitvoering. Men kan trouwens de bepalingen der wet van 1 Juni in den grond als voldoende beschouwen. Het enige ernstige bezwaar, daartegen aangevoerd, was dat zij onvoldoende zijn. Zij beantwoorden aan eene dubbele behoefte : zij lenigen den druk en de ellende van het oogenblik door de familiedotatie : wij brengen deze op 75 frank per maand frontdienst en op 50 frank voor de andere, met een verhooging van 10 t. h. per kind. Om den frontdienst te bepalen, steunen wij op de wet van 25 Augustus 1919 betreffende de chevrons; zij is zeer breed opgevat, zij heeft aan het woord front gansch de beteekenis gegeven, die men er billijkerwijze kon van vragen.

De wet van 1 Juni verzekert de toekomst van den militair, die chevrons draagt, door eene rente welke, voor degenen die den ganschen oorlog hebben meegemaakt, 450 frank bedraagt. Wij stellen voor, ze te verdubbelen; het staat vast dat de rente, in 1919 toegestaan, thans niet meer de waarde in geld heeft, welke men er alsdan aan toekende. Voorzeker zal deze waarde stijgen, en men kan als waarschijnlijk voorzien dat, zoo over een vijftiental jaren, wanneer de

renten van de militairen der oudste klassen zullen beginnen te loopen, het geld niet zijne waarde van vóór den oorlog heeft teruggekregen, het toch deze waarde merkkelijk zal benaderen. Eene rente van 900 frank zal alsdan eene flinke som zijn. Wel heeft men deze wijze van belooning beknibbeld, maar wij weten dat de belanghebbenden er tevreden over zijn. Het eenvoudigste begrip van voorzorg rechtvaardigt het volkomen.

Welk hun gezondheidstoestand ook weze, de mannen die de schokken, de vermoeienissen en de gevaren hadden te verduren van 5 tot 4 jaar strijd en inspanning zooals nooit van een mensch geëischt wordt, staan blootgesteld aan vroegtijdige verzwakking of lichamelijk verval.

Die rente werd voorbehouden aan de chevrouddragers als het maximum van de dotatie.

Men heeft tegen dit stelsel het beginsel der volstrekte gelijkheid aangevoerd, en men heeft dezelfde belooning gevraagd voor al de militairen, welke ook hun rol geweest zij. Is dit billijk? Moet de belooning niet in verhouding zijn met de militaire waarden? Gaat de erkentelijkheid van het land niet in de eerste plaats naar hen, die men met recht de helden van den oorlog noemt, die er de eeretekens van dragen en ook de droevige sporen?

Sedert de afkondiging der wet van 1919 heeft de Regeering een onderzoek doen instellen naar den toestand der oudstrijders, om degenen te kennen, die bijzonder hadden geleden van den oorlog en wier ellende eene uitzonderlijke en dadelijke tegemoetkoming vergt. Men zal geene rekening mogen houden met deze bijdrage tot herstel van den haard der meest getroffen soldaten; 't is het herstel eener schade, welke de wet op de oorlogsschade niet uitdrukkelijk heeft bepaald, het is niet eene belooning.

Daarentegen zijn er die bij hun terugkeer niet enkel hun haardstede ongedeerd hebben teruggevonden, maar bovendien de wedden en loonen van hun bediening, welke zij hadden moeten verlaten om zich onder de wapens te stellen, geheel hebben uitbetaald gekregen. Dit zijn namelijk de ambtenaren en bedienden van den Staat en van meest al de openbare besturen. Deze kunnen geen aanspraak maken op eene nieuwe belooning.

Een derde reeks verdient, ten slotte, onze aandacht: degenen die gewerkt hebben in de oorlogs- of andere fabrieken. Dit geldt namelijk voor sommige geïnterneerden, die in de private nijverheid moesten arbeiden. Over het algemeen werden zij beter betaald dan de strijdenden. Een gedeelte van hun loon, dat zij noodig hadden om te leven, mag niet in aanmerking komen, maar de billijkheid eischt dat het overige worde aangeschreven op de dotaties die hun toekomen.

Dit zijn de hoofdbepalingen van het ontwerp. Het zou maar ijdel vertoon zijn, zoo wij ook de middelen niet aanduiden ter bestrijding van de lasten, die het gaat voegen bij al deze, welke de Staatsbegrooting reeds bezwaren!

Voor de chevronsrente kan de kwestie wel uitgesteld worden, daar de renten, die vervallen of moeten vervallen in de naaste toekomst, uitzonderingen zijn, en daar deze dienst slechts ernstige uitgaven zal vergen over 15 of 20 jaar.

Voor de dotatie zal men een belangrijk kapitaal moeten bijeenbrengen binnen een korten termijn. Hoe hoog moet men dit schatten? 't Is moeilijk te zeggen

voordat de optelling is gedaan, gezien de rangschikking die moet vastgesteld en de aanschrijvingen die moeten gedaan worden. Wij meenen ons niet erg te vergissen, wanneer wij het schatten op 1 milliard. Wij stellen eene leening voor om dit kapitaal tot stand te brengen, wij stellen voor, eene bijzondere uitgifte te doen van de *Leening van den Oudstrijder* tegen 5 t. h. en al pari. Wij zijn overtuigd dat zij spoedig zal gedekt zijn. Voor den dienst der interesten en voor de aflossing van die leening stellen wij ook eene bijzondere belasting voor. Deze belasting moet op al de belastingplichtigen vallen; al de Belgen zullen er hunne eer op stellen, het hunne bij te dragen tot de Belooning hunner bevrijders. Om dit doel te bereiken, is er slechts een middel : opeentiemen te voegen bij de belasting op het inkomen. Wij stellen voor : 10 opeentiemen voor de grondbelasting en de belasting op roerende zaken, en 5 voor de bedrijfsinkomsten. Onze berekening geeft ons de zekerheid dat deze bijzondere heffing de ter uitvoering van het voorstel vereischte uitgaven zal dekken en zelfs overschrijden.

F. MASSON.

PROPOSITION DE LOI

modifiant et complétant la loi du 1^{er} juin 1919 qui alloue une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918.

(Voir la loi sur la dotation du 1^{er} juin 1919 — *Moniteur* du 22 juin); Voir la loi sur les chevrons du 25 août 1919 — *Moniteur* du 31 août).

TITRE I.**Dotation de famille.****ARTICLE PREMIER**

La dotation instituée par la loi du 1^{er} juin 1919 au profit des militaires de rang subalterne qui étaient sous les armes à une date antérieure au 11 novembre 1918 est complétée par les dispositions suivantes :

I. — Il sera accordé une allocation de 75 francs par mois de service :

a) aux militaires faisant partie de l'armée de campagne, présents à une unité de celle-ci dans la zone des cantonnements des divisions ;

b) aux militaires appartenant à un service ou à un organisme ne dépendant pas de l'armée de campagne, mais installés en permanence en Belgique non envahie ou reconquise ;

c) aux militaires appartenant au personnel naviguant du dépôt des équipages ;

d) aux militaires participant à la défense et à la surveillance de la côte jusque et y compris la ville de Calais ;

VOORSTEL VAN WET

tot wijziging en aanvulling der wet van 1 Juni 1919, waarbij eene dotatie wordt verleend aan de strijders van den oorlog 1914-1918.

(Zie de wet op de dotatie, d. d. 1 Juni 1919. [*Staatsblad* van 22 Juni 1919]; de wet op de chevrons, d. d. 25 Augustus 1919. [*Staatsblad* van 31 Augustus 1919].)

EERSTE TITEL.**Familiedotatie.****EERSTE ARTIKEL.**

Op de dotatie, door de wet van 1 Juni 1919 ingesteld ten voordeele van de militairen van lageren rang, die in het leger dienden vóór 11 November 1918, zijn de volgende aanvullende bepalingen van toepassing :

I. — Voor elke maand dienst wordt eene tegemoetkoming van 75 frank verleend :

a) aan de tot het veldleger behorende militairen, aanwezig bij een zijner eenheden in het gebied van de kantonnementen der afdeelingen ;

b) aan de militairen behorende tot een dienst of eene inrichting, welke niet van het veldleger afhangen, doch in niet bezet of heroverd België bestendig werkzaam zijn ;

c) aan de militairen behorende tot het varensperoneel van het bemanningsdepot ;

d) aan de militairen, die de verdediging en de bewaking der kust tot en met de stad Kales helpen verzekeren

e) aux militaires participant à la défense aérienne de la région située à l'arrière du front jusque et y compris la ville de Calais;

f) aux militaires appartenant aux corps de service cantonnés de façon permanente à Dunkerque à partir du 1^{er} février 1917, et à Calais à partir du 1^{er} août 1917;

g) au personnel de la gendarmerie prévotale de la zone de la ligne d'étape jusque et y compris Calais à l'exception du dépôt du corps.

II. — L'allocation sera de 50 francs par mois de service ou d'internement s'ils ont été faits prisonniers, pour les autres militaires.

La même allocation sera accordée aux militaires compris dans l'une des catégories du paragraphe I pour tout le temps passé en dehors des positions qui y sont indiquées.

III. — Tous les militaires bénéficieront pour la supputation du temps de service, avec les avantages respectifs attachés à la catégorie dont ils font partie :

a) de la durée des congés de faveur normaux;

b) de la durée de séjour à l'hôpital pour blessures ou maladies contractées en service;

c) de la durée de la convalescence;

d) de la durée du congé donné pour inaptitude au service, s'il est établi qu'elle est le résultat de blessures ou de maladie contractées en service, depuis le jour du congé jusqu'à la signature de la paix.

e) aan de militairen, die de lucht-verdediging helpen verzekeren van de streek achteraan het front tot en met de stad Kales;

f) aan de militairen behoorende tot de dienstkorpsen, bestendig gekantonneerd te Duinkerke vanaf 1 Februari 1917 en te Kales vanaf 1 Augustus 1917;

g) aan het personeel der prevotale gendarmerie van het etappen-gebied tot en met Kales, uitgezonderd het korpsdepot.

II. — Voor de overige militairen bedraagt de tegemoetkoming 50 frank voor elke maand dienst of interneering, indien zij werden gevangen genomen.

Dezelfde tegemoetkoming wordt verleend aan de militairen, behorende tot een der reeksen vermeld in paragraaf I, voor gansch den tijd dien zij buiten de aldaar aangeduide stellingen hebben doorgebracht.

III. — Ter berekening van den dienstitjd wordt voor al de militairen, met de onderscheidenlijke voordeelen verbonden aan de reeks waartoe zij behooren, in aanmerking genomen :

a) de duur van de normale gunst-verloven;

b) de duur van het verblijf in het hospitaal wegens verwondingen of ziekten, in den dienst opgedaan;

c) de duur van de herstelling;

d) de duur van het verlof verleend wegens ongeschiktheid voor den dienst, zoo het is bewezen dat deze het gevolg is van verwondingen of van ziekten in den dienst opgedaan, vanaf den dag van het verlof tot de onderteekening van het vredesverdrag.

IV. — Les militaires de la catégorie I qui auront été attachés à un service de l'arrière conserveront l'allocation mensuelle de 100 francs, pour tout le temps passé à l'arrière, s'il est établi qu'ils y ont été appelés d'office, à raison de leurs connaissances et aptitudes.

V. — Seront déduits des allocations prévues aux dispositions qui précèdent :

a) les traitements, rémunérations ou indemnités quelconques alloués après la guerre et pour tout ou partie de sa durée par les administrations publiques, ou par les sociétés constituées avec le concours de l'Etat, des provinces ou communes aux militaires qui étaient à leur service au moment de la déclaration de la guerre.

b) les traitements et les salaires touchés pendant la guerre, par les militaires ou les internés en rémunération d'un travail fourni dans les usines de guerre ou autres.

Toutefois, il ne sera tenu compte pour la déduction, que des sommes excédant 5 francs par jour pour les célibataires et 5 francs pour les hommes mariés.

VI. — Le droit à la dotation est acquis pour la totalité du mois dès qu'il est commencé.

VII. — Les enfants des militaires morts sur le champ de bataille ou des suites de blessures ou de maladies contractées au service, auront droit à la totalité de la dotation accordée aux militaires de la catégorie I qui ont fait toute la guerre.

IV. — De militairen behorende tot de reeks I, die werkzaam waren in een dienst achter het front, behouden de maandelijksche tegemoetkoming van 100 frank voor gansch den tijd dien zij achter het front hebben doorgebracht, indien het bewezen is dat zij er ambtshalve werden gezonden uit hoofde van hunne kennis en geschiktheid.

V. — Van de tegemoetkomingen, voorzien bij de vorige bepalingen, worden afgetrokken :

a) de wedden, vergeldingen of alle andere vergoedingen, welke, na den oorlog en voor gansch zijnen duur of voor een gedeelte daarvan, door de openbare besturen of door de maatschappijen, opgericht met de medehulp van Staat, provinciën of gemeenten, werden verleend aan de militairen die bij de oorlogsverklaring in hun dienst waren ;

b) de wedden en loonen, welke tijdens den oorlog werden opgetrokken door de militairen of de geïnterneerden ter vergelding van een arbeid, in de oorlogswerkhuizen of andere geleverd.

Kunnen echter alleen afgetrokken worden de sommen boven 5 frank per dag voor de ongehuwden en boven 5 frank voor de gehuwde manschappen.

VI. — De dotatie is verschuldigd voor de volle maand, zoodra deze is aangevangen.

VII. — De kinderen van de militairen, die op het slagveld zijn gesneuveld of aan de gevolgen van in den dienst opgedane verwondingen of ziekten zijn gestorven, hebben aanspraak op de volle dotatie, welke verleend wordt aan de militairen

A défaut d'enfants, la dotation sera dévolue à la veuve pour moitié et aux ascendants les plus proches pour l'autre moitié; elle sera partagée par moitié entre les lignes paternelle et maternelle, la part des ascendants accroîtra à la veuve s'ils font défaut et vice-versa.

VIII. — Chacun des enfants légitimes, nés ou à naître des militaires auxquels la présente loi est applicable, à l'exclusion de ceux âgés de 18 ans accomplis, à la date du 11 novembre 1918, recevra une allocation de :

a) 10 francs par mois de service si le père est compris dans l'une des catégories prévues au 1°;

b) 5 francs s'il est dans la catégorie II.

Ces sommes seront inscrites au livret de caisse d'épargne de l'enfant.

IX. — Les allocations diverses prévues aux dispositions qui précèdent seront liquidées par moitié sur les deux exercices qui suivront la promulgation de la présente loi.

X. — Seront privés de la dotation, les militaires auxquels s'appliquent les causes de déchéance des chevrons prévues par l'article 5 de la loi du 25 août 1919.

Cette privation entraîne celle des avantages accordés aux enfants.

der reeks I, die geheel den oorlog hebben medegemaakt.

Bij ontstentenis van kinderen, wordt de dotatie toegewezen voor eene helft aan de weduwe en voor eene helft aan de naaste bloedverwanten in de opgaande linie; zij wordt bij helften verdeeld tusschen de vaderlijke en de moederlijke linie, en het aandeel der bloedverwanten in de opgaande linie komt aan de weduwe ten goede, bijaldien er geene zijn, en omgekeerd.

VIII. — Elk der geboren of ongeboren wettige kinderen van militairen, waarop deze wet toepasselijk is, met uitsluiting van die welke volle 18 jaar oud zijn op den dag van 11 November 1918, ontvangt eene tegemoetkoming van :

a) 10 frank per maand dienst, zoo de vader tot een der bij n° 1° voorzien reeksen behoort ;

b) 5 frank, zoo hij tot de reeks II behoort.

Deze sommen worden in het spaarboekje van het kind opgenomen.

IX. — De onderscheidene tegemoetkomingen, bij de vorige bepalingen voorzien, worden bij helften uitgekeerd over de twee dienstjaren, welke op de afkondiging dezer wet volgen.

X. — De militairen, voor wie gelden de redenen van verlies der chevrons, voorzien bij artikel 5 der wet van 25 Augustus 1919, hebben geen aanspraak op de dotatie.

Uit hoofde van deze ontzegging vervallen ook de voordeelen aan de kinderen toegekend.

TITRE II.**De la rente des chevrons.****ART. 2.**

La rente prévue par l'article 9 de la loi du 1^{er} juin 1919 est portée au double.

TITRE III.**Voies et moyens.****ART. 3.**

Il sera perçu dix centimes additionnels à la contribution foncière et à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, et cinq centimes à la taxe professionnelle.

Le produit de cette perception sera affecté au service des intérêts et amortissements d'un emprunt de un milliard dont l'import servira au paiement des allocations prévues au titre I de la présente loi.

TITRE IV.**Dispositions générales.****ART. 4.**

Toutes les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1919 non contraires à la présente loi lui seront applicables.

TITEL II.**Chevronsrente.****ART. 2.**

De rente voorzien bij artikel 9 der wet van 1 Juni 1919 wordt op het dubbele gebracht.

TITEL III.**Middelen.****ART. 3.**

Er worden tien opcentiemen geheven van de grondbelasting en van de belasting op het inkomen van roerend kapitaal, en vijf opcentiemen van de bedrijfsbelasting.

De opbrengst van deze heffing wordt besteed aan de betaling der interesten en aan de aflossingen eener leening van één milliard, waarvan het bedrag zal dienen tot uitkeering der tegemoetkomingen voorzien in Titel I van deze wet.

TITEL IV.**Algemeene bepalingen.****ART. 4.**

Al de met deze wet niet strijdige bepalingen der wet van 1 Juni 1919 zijn daarop van toepassing.

F. MASSON.

Maurice CRICK.

Albert DEVEZE.

G. HUBIN.

Maurice PIRMEZ.